

Déclaration sur les démocraties résilientes

Elmau, 27 juin 2022

Nous, chefs d'État et de gouvernement de l'Allemagne, de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni, du Sénégal ainsi que l'Union européenne, affirmons notre volonté de renforcer la résilience de nos démocraties et d'œuvrer pour trouver des solutions équitables, ouvertes et durables aux problèmes mondiaux, notamment les changements climatiques et la pandémie de COVID-19, et nous réaffirmons notre attachement à l'ordre international fondé sur des règles de droit.

Prenant acte de la Déclaration sur les sociétés ouvertes adoptée à Carbis Bay en 2021 et conscients des changements géopolitiques dramatiques qui se sont produits depuis lors et des menaces qui pèsent sur les systèmes démocratiques dans le monde entier, nous restons déterminés à défendre la paix, les droits de l'Homme, l'état de droit, la sécurité humaine et l'égalité de genre, tels que garantis par le droit international, notamment la Charte des Nations Unies, et nous invitons nos partenaires internationaux à se joindre à nos efforts. Nous reconnaissons l'importance des lois et règlements nationaux en vigueur dans chaque pays pour promouvoir les principes et les valeurs démocratiques. Nous saluons le courage de tous les défenseurs des systèmes démocratiques qui se dressent contre l'oppression et la violence, et nous intensifierons la coopération internationale pour renforcer la résilience des sociétés démocratiques dans le monde entier. Nous nous engageons à travailler au niveau international avec nos partenaires pour la paix et la prospérité et nous œuvrerons en faveur d'un monde plus équitable, car nous sommes plus forts ensemble.

Responsabilité au niveau mondial : les démocraties, des partenaires fiables

En tant que démocraties, nous cherchons à promouvoir un ordre international fondé sur des règles de droit, à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté des autres États, à respecter et à défendre les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, à soutenir le règlement pacifique des conflits et à nous opposer à la menace ou à l'emploi de la force sous quelque forme que ce soit qui ne soit pas conforme au droit international, à protéger les droits de l'Homme, à renforcer les institutions multilatérales afin de traiter les enjeux mondiaux et à développer et utiliser les technologies conformément aux principes démocratiques pour le bien de l'humanité. Notre union autour de ces valeurs communes nous rend plus forts et nous nous engageons :

- à soutenir la démocratie dans le monde entier ainsi que des élections libres et régulières, notamment en fournissant une assistance électorale ;
- dans un esprit de partenariat, à lutter contre les changements climatiques, à prévenir la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité, à mobiliser des moyens de financement de l'action climatique, à soutenir un programme de transformation juste, équitable et socialement inclusive, à garantir une transition énergétique ordonnée, juste et équitable qui prenne en compte la sécurité énergétique, les priorités nationales en matière de développement et les technologies viables et à un coût abordable, et à coopérer étroitement dans la perspective de la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ;
- à renforcer la sécurité alimentaire pour prévenir la famine et à lutter pour la sécurité énergétique en garantissant la résilience des chaînes d'approvisionnement énergétiques, en

Déclaration sur les démocraties résilientes

prenant note dans ce contexte de l'initiative du Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière ;

- à poursuivre les efforts déployés conjointement pour vaincre la pandémie de COVID-19, à améliorer la distribution et la production de vaccins ainsi que notre architecture de santé mondiale pour faire face aux crises sanitaires futures, en accordant une place centrale à l'Organisation mondiale de la santé ;
- à lutter contre la corruption, les flux financiers illicites, la criminalité organisée, la cybercriminalité et d'autres activités illicites, notamment grâce à une plus grande transparence en matière de propriété effective ;
- à plaider en faveur d'échanges commerciaux libres, équitables, non discriminatoires, durables et fondés sur des règles de droit, à réduire les inégalités mondiales, à élever les niveaux de vie, à maintenir des économies ouvertes et résilientes et à renforcer le système commercial multilatéral, notamment en réformant l'Organisation mondiale du commerce ;
- à soutenir les efforts déployés pour trouver des solutions durables à l'augmentation de la dette souveraine au niveau mondial, notamment au titre du Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette au-delà de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette en faveur des débiteurs qui en ont besoin, tout en continuant à étudier d'autres solutions pour les pays vulnérables, y compris les pays à revenu intermédiaire ;
- à lutter contre les inégalités et l'exclusion, qui se sont aggravées au niveau mondial pendant la pandémie, à mener des politiques solidaires pour garantir la reprise, à intensifier nos efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à renforcer les moyens de mettre en œuvre et de redynamiser le Partenariat mondial pour le développement durable, notamment en promouvant des partenariats d'égal à égal dans le cadre du Pacte avec l'Afrique du G20, tout en prenant en compte les efforts du G7 en matière d'investissements dans les infrastructures.

Environnement de l'information : le rôle des démocraties dans la défense des débats ouverts et pluralistes

Les démocraties garantissent le caractère ouvert du débat public, l'indépendance et le pluralisme des médias, et la libre circulation de l'information, en ligne et hors ligne, renforçant ainsi la légitimité, la transparence, la responsabilité et l'obligation de rendre compte aussi bien de la part des citoyens que de leurs représentants élus. Nous sommes prêts à défendre ces principes et déterminés :

- à protéger la liberté d'expression et d'opinion, en ligne et hors ligne, et à garantir la liberté et l'indépendance des médias grâce à notre collaboration avec les initiatives internationales pertinentes ;
- à garantir un internet ouvert, libre, mondial, interopérable, fiable et sûr ;
- à accroître la résilience des infrastructures numériques dans le cyberspace, notamment en améliorant et partageant la connaissance des menaces dans le cyberspace et en développant les mécanismes de coopération dans ce domaine ;
- à lutter contre les menaces hybrides, notamment la manipulation de l'information et l'ingérence, y compris la désinformation ;
- à coopérer pour lutter contre la manipulation de l'information pour promouvoir des informations factuellement justes et défendre partout dans le monde les valeurs démocratiques qui sont les nôtres ;

Déclaration sur les démocraties résilientes

- à promouvoir l'accès, à un coût abordable, à des sources d'informations et de données diverses, fiables et dignes de confiance, en ligne et hors ligne, notamment par une approche multipartite et en renforçant les compétences informatiques et l'aptitude à se servir des outils numériques ;
- à renforcer la transparence des mesures prises par les plateformes numériques pour lutter contre le contenu violent, extrémiste ou incitant à la haine en ligne, dans l'esprit de l'Appel à l'action de Christchurch.

Société civile : le rôle des démocraties en faveur de la protection et de la promotion d'espaces d'expression ouverts et pluralistes pour la société civile

Les démocraties consacrent et protègent les principes qui garantissent la liberté et le dynamisme des espaces d'expression de la société civile, en rendant possibles et en encourageant la mobilisation des citoyens et la participation politique, ce qui renforce en retour la légitimité effective, la créativité, l'innovation, la redevabilité et la responsabilité sociales.

Nous nous engageons :

- à garantir la liberté, l'indépendance et la diversité des acteurs de la société civile, à dénoncer les menaces contre les espaces d'expression de la société civile et à respecter la liberté d'association et de réunion pacifique ;
- à renforcer la résilience contre les ingérences étrangères malintentionnées et les actes de répression transnationale dont l'objectif est de saper la confiance dans le gouvernement, la société et les médias, de réduire l'espace d'expression de la société civile et de faire taire les voix dissidentes ;
- à mener des programmes de protection des défenseurs des droits de l'Homme et de tous les lanceurs d'alerte luttant contre la corruption ;
- à promouvoir la liberté universitaire et à renforcer le rôle des preuves et de la recherche scientifiques dans le débat démocratique ;
- à protéger les espaces d'expression de la société civile, à exercer une gouvernance transparente, ouverte, participative et responsable, notamment en promouvant la participation et l'accès aux responsabilités réels, pleins et entiers et sur un pied d'égalité des femmes au sein de la vie publique et politique.

Inclusion et égalité : promotion de la participation égale de tous par les démocraties

Les démocraties promeuvent la solidarité ainsi que des environnements non discriminatoires, divers, équitables, accessibles et ouverts à tous, au service d'une juste représentation et de la participation à la vie politique. Nous nous engageons :

- à protéger la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de croyance et à promouvoir le dialogue interconfessionnel ;
- à promouvoir la cohésion sociale, la solidarité et l'inclusion de tous les membres de la société, en ligne et hors ligne, tout en dénonçant la discrimination et la violence sous toutes leurs formes ;
- à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, notamment en soutenant l'accès des filles à l'éducation et en intégrant la question de l'égalité de genre dans l'ensemble de nos politiques ;
- à assurer la participation et la représentation réelles, pleines et entières et sur un pied d'égalité de toutes les personnes concernées en situation de vulnérabilité.

Déclaration sur les démocraties résilientes

Nous saluons les initiatives et les efforts déployés par la présidence allemande du G7 et par nos partenaires pour renforcer la résilience des démocraties dans l'esprit de la présente déclaration.